

Embargo

Diffusion mercredi 8 octobre 2008 à 10 heures (HNE)

Selon un sondage Environics, Stephen Harper a raté dans sa tentative d'offrir plus de choix aux familles canadiennes en matière de services de garde à l'enfance

TORONTO – Un sondage réalisé par Environics révèle que le manque de services de garde abordables est un problème sérieux pour 77 p. cent des Canadiennes et Canadiens, démontrant que le gouvernement Harper n'est pas au diapason de la population et n'a pas réussi à aider les parents qui ont du mal à trouver des services de garde de qualité.

« Ces résultats sont un désaveu sévère des conservateurs qui clament haut et fort que le petit chèque posté aux parents tous les mois leur donne plus de choix en matière de services de garde », a dit Jody Dallaire, porte-parole de Code bleu pour les services de garde.

Et si on ne prend pas en compte les données du Québec, doté de son propre système de services de garde, le pourcentage est encore plus élevé. En effet, 80 p. cent des Canadiennes et Canadiens estiment que la pénurie de services de garde abordables est un problème sérieux (86 p. cent dans le Canada atlantique, 85 p. cent en Colombie-Britannique, 78 p. cent en Ontario et 75 p. cent dans les Prairies). Ces pourcentages élevés valent autant pour les répondants hommes que femmes, de milieu urbain comme rural, et ils révèlent une grande préoccupation de la part des femmes à la maison comme des femmes actives sur le marché du travail. La question est même préoccupante pour une forte majorité d'électrices et d'électeurs qui se disent partisans des conservateurs.

« Ces résultats démontrent que le gouvernement Harper n'a pas réussi à faire face à la demande croissante de services de garde abordables et de bonne qualité », a dit Jody Dallaire. « La crise dure depuis longtemps, mais l'absence de leadership du gouvernement fédéral ces deux dernières années n'a fait que l'aggraver ».

Dans le sondage Environics, on a également demandé aux Canadiennes et Canadiens si le gouvernement avait un rôle à jouer pour aider les parents à faire face à leurs besoins en matière de services de garde. Quatre-vingt-trois pour cent des répondants ont dit que les gouvernements avaient un rôle important à jouer.

« La population canadienne dit qu'il faut s'attaquer à ce problème en tant que société, tous ensemble, comme d'autres pays industrialisés l'ont fait. On ne peut pas se contenter de remettre un chèque aux gens, puis les laisser se débrouiller seuls. Il nous faut de bonnes politiques pour arriver, ensemble, à bâtir les services dont nous avons besoin ».

La croissance du nombre de places en garderie a ralenti substantiellement depuis que les conservateurs ont pris le pouvoir et ont annulé les ententes provinciales et territoriales qui consacraient cinq milliards de dollars sur cinq ans à la construction d'un système national de services de garde. Le gouvernement Harper a réduit à 600 M\$ par année les dépenses pour les services de garde, une baisse par rapport aux 950 M\$ consentis en 2006.

Un rapport publié en 2006 par l'Organisation de coopération et de développement économiques indique que le Canada se classe bien loin derrière d'autres pays industrialisés

Autorisé par :

CODE BLEU pour les services de garde



www.garderiestpubliques.ca | info@buildchildcare.ca

en matière de services éducatifs et de garde à l'enfance. Le Canada est le pays qui leur consacre le moins de fonds publics, où le taux d'accessibilité est le plus bas et où les frais de garde sont parmi les plus élevés.

Le sondage a été réalisé auprès de 1000 Canadiennes et Canadiens âgés de dix-huit ans et plus du 24 septembre au 4 octobre 2008, et les résultats sont fiables à plus ou moins 3,2 pour cent, 19 fois sur vingt.

-30-

Pour les coordonnées de personnes ressources, communiquez avec :

Jenny Robinson, relations avec les médias au (416)938-2625

Autorisé par :

CODE BLEU pour les services de garde

